

# Editorial

Comme pour le dernier numéro de ces Cahiers, entièrement consacré aux énergies renouvelables, nous avons choisi de consacrer l'ensemble de ce numéro à la maîtrise de l'énergie. Trente ans après le premier choc pétrolier, il nous est en effet apparu nécessaire de tirer un bilan des expériences, des politiques mises en place dans les différentes régions des pays du monde développé ou en développement, d'analyser l'évolution des idées et des pratiques, de les confronter aux exigences du développement durable. Depuis plus de dix ans Global Chance n'a cessé de rappeler l'importance qu'il fallait attacher à la maîtrise de l'énergie pour définir et pratiquer une politique compatible avec les exigences sociales, économiques et environnementales du développement durable.

Encore considéré il y a 10 ou 15 ans comme utopiste, généreux, mais naïf et contraire aux lois du libéralisme économique, ce discours n'est généralement plus brocardé aujourd'hui. Des chefs d'État, des organismes internationaux, voire même des grands producteurs d'énergie, touchés semble-t-il par la grâce, le reprennent à leur compte.

Mais derrière la référence "obligée", quel contenu d'idées, quelle volonté politique, quelles décisions concrètes aux différents niveaux des instances internationales, des États, des entreprises ? Quand on analyse par exemple le chapitre énergie du Plan d'action issu du récent sommet de Johannesburg, on peut en effet se poser quelques questions : le mot "efficacité énergétique" est bien cité 4 ou 5 fois dans ce chapitre, mais toujours sous forme "d'adjectif", accolé à une préoccupation plus importante, substantive, la production d'énergie. Pas de recommandation concrète, encore moins d'engagements chiffrés, en somme une sorte de supplément d'âme aux activités sérieuses de production d'énergies fossiles ou renouvelables.

Certes, ce n'est tristement pas le seul sujet majeur où l'on ne trouve aucun engagement concret dans le Plan d'action. Mais d'abord ce n'est pas une consolation, et puis, au moins, pour les renouvelables par exemple, des objectifs concrets ont été discutés, même s'ils n'ont pas été retenus sous la pression des pétroliers et des États-Unis. Rien de tout cela pour la maîtrise de l'énergie. En France aujourd'hui, tout en rappelant dans chaque discours l'importance de la maîtrise de l'énergie, le lobby nucléaire se mobilise avec l'appui du gouvernement pour lancer la construction d'un nouveau réacteur nucléaire, alors que tous les chiffres montrent son inutilité avant 2025 ou 2030 !

Il nous paraît donc important de tenter de remettre les choses à plat en élargissant l'analyse aux différentes régions du monde : quelles évolutions, au Nord comme au Sud, depuis

30 ans, quelle réalité derrière les discours des uns et des autres, quelles difficultés, quelles priorités, quelles perspectives ?

Dans un premier chapitre, nous avons regroupé des considérations sur l'évolution des idées, des concepts, du vocabulaire et une analyse de l'histoire récente des consommations régionales d'énergie.

Le second chapitre est consacré aux perspectives à moyen et long terme : place de la maîtrise de l'énergie dans les marges de manœuvre qu'imaginent les prospectivistes au niveau mondial ou régional, problèmes d'environnement, etc.

Le troisième chapitre tente de rendre compte de la très grande diversité des situations à travers une série d'articles qui concernent à la fois l'histoire, la situation actuelle et les perspectives de régions très diverses du monde : Afrique, Asie, Amériques du Nord et du Sud, Europe.

Le dernier chapitre enfin rassemble des articles à caractère économique et sociologique qui permettent de mieux comprendre les limites, les difficultés, mais aussi les opportunités d'action dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. ■

Global Chance